

Considérant la nécessité de faire exécuter ces lois, afin qu'elles donnent les résultats que les législateurs avaient en vue d'obtenir en les votant ;

Considérant que le mauvais état des routes provient principalement du manque d'entretien courant ;

Après avoir pris l'avis des chefs dans nos tournées,

DÉCIDONS :

1° Les chefs mutoi sont spécialement chargés de la surveillance et de l'entretien des routes dans les États du Protectorat.

2° A cet effet, les chefs mutoi, après avoir pris les ordres de leur chef de district, requerront les habitants et les hui-raatira désignés par les articles 4 et 7 de la loi XXXII du 5 mai 1848, par les articles 1 et 2 de la loi du 24 mars 1851 ; ils s'assureront que le travail est bien exécuté, et feront observer les prescriptions des articles 3 et 8 de la loi XXXII mentionnée ci-dessus.

3° L'intérieur de la ville de Papeete, la route de ceinture de Tahiti du pont de Fautaua à la pointe Nautere, ne sont pas à la charge des districts.

4° Le Commissaire Impérial se réserve, lors de ses tournées, de donner aux chefs mutoi et aux mutoi des gratifications si les routes sont en bon état ; comme aussi d'ordonner des retenues sur la solde de ces agents si les routes sont en mauvais état.

5° Les résidents français ou étrangers qui paient au Gouvernement Protecteur la prestation annuelle des routes, sont dispensés de ces travaux d'entretien.

Dans chaque district le Gouvernement Protecteur fera exécuter, à son compte, les travaux qui devraient être faits par ces résidents.

6° L'entretien des routes ne comprend pas la construction des ponts en pierre ou même en bois, ni le redressement de ces routes, mais comprend les petites réparations de ces ponts, l'entretien des fossés latéraux, l'entretien de la chaussée en pierre du milieu de la route partout où cette chaussée aura été établie, l'entretien des caisis pour le rejet des eaux, en un mot tous les travaux qui contribuent à tenir la route en aussi bon état qu'elle se trouvait le jour où elle a été terminée.

7° Les grosses réparations des ponts, le redressement des routes nouvelles sont au nombre des travaux d'utilité publique déterminés par la loi XXXII de 1848.

8° Le Commissaire Impérial adressera aux chefs, pour être exécutés à la diligence des chefs mutoi, les instructions nécessaires à la bonne exécution des travaux d'entretien des routes.